

AUSTÉRITÉ, RIGUEUR DROIT AUX VACANCES

l'impossible alchimie

Déclaration

le 13 mars 2013

En France, plus de 50 % de la population ne part en vacances. Depuis plus de 10 ans, ce chiffre en constante augmentation creuse les inégalités. Et disons-le tout net, les vacances ne sont pas un supplément d'âme réservé à ceux qui disposent de revenus confortables.

Le manque de moyens financiers est la première des causes invoquée pour plus de la moitié de nos concitoyens, contraints et forcés, à n'avoir pour seul horizon le quartier, la cité, la ville ou le village.

Pour nombre de familles, de jeunes et de privés d'emploi, face à la crise, c'est la double peine : difficultés de vie et de travail tout au long de l'année, sans pouvoir profiter de ce temps de détente, de découvertes et d'échanges que sont les vacances.

Si les grandes mobilisations syndicales de 1936, imposent les congés payés, le départ en vacances pour certains est loin d'être acquis et près de 80 ans après, beaucoup reste à faire.

Malheureusement, la politique actuelle du gouvernement et du Patronat, au lieu d'inverser la tendance du non-départ, risque de l'aggraver fortement :

- **augmentation de la TVA,**
- **risque de fiscalisation des allocations familiales,**
- **baisse des moyens des collectivités territoriales,**
- **réduction du pouvoir d'achat des retraites,**
- **stagnation des salaires....**

Autant d'éléments qui vont fragiliser la situation du plus grand nombre et dégrader les chiffres du non-départ en vacances. A cela, s'ajoutent la casse industrielle et l'augmentation du chômage qui créent autant d'exclusion du droit aux vacances

Sylvia Pinel, Ministre du tourisme déclare vouloir créer les conditions optimums pour permettre à tous de partir en vacances ? Comment y croire quand pour son Ministère, les budgets sont réduits, voire inexistantes.

- **ZERO** pour l'aide à la personne depuis 2005,
- **ZERO** pour un plan patrimoine digne de ce nom, qui permettait au tourisme social de se développer et ainsi, jouer pleinement son rôle pour aider au départ du plus grand nombre.

Les installations du tourisme social engagées dans une politique sociale pour répondre aux besoins des salariés et leur famille seront lourdement impactées par l'augmentation de la TVA avec le passage au 1/01/2014 d'un taux de 7% à 10%.

Dans le même temps et toujours avec le seul objectif de la réduction des déficits, l'État demande toujours plus d'efforts aux collectivités territoriales qui jouent une partition importante dans l'aide aux départements. La mise en place de la MAP (Modernisation de l'Action Publique) est loin de remettre fondamentalement en cause la politique d'austérité imposée sous le gouvernement Sarkozy, notamment par le biais des moyens accordés aux Collectivités Locales.

Les régions et les départements auront plus de difficultés à jouer leur rôle pour aider au départ. Moins de moyens pour aider directement les populations et plus particulièrement les plus défavorisés, moins de moyens pour aider les installations du tourisme social les empêchant ainsi d'être un acteur déterminant pour l'aide au départ.

La politique du droit aux vacances ne peut-être déconnectée de celle pour l'emploi et de l'augmentation du pouvoir d'achat.

Elle ne peut ignorer la nécessité de donner aux collectivités territoriales les moyens de répondre aux besoins des populations.

Les salariés et leur famille ne sont en rien responsables de la crise, ils ne doivent pas en payer les conséquences. Des solutions existent pour relancer la croissance, développer la consommation des ménages, moteurs de l'économie. Pour cela il faut s'attaquer au capital, ne pas céder aux exigences du MEDEF.

Le choix est simple :

- soit on agit pour une société plus juste, plus humaine, faite de solidarité et de fraternité, une société d'êtres solidaires.
- soit on laisse se développer un monde d'êtres solitaires où les égoïsmes et le repli sur soi dominant et génèrent des peurs et des oppositions entre les groupes sociaux.

Nous avons fait le choix de la solidarité et de l'action, chemin le plus sûr pour retrouver plus de justice, de liberté et de démocratie.

Agir pour le droit aux vacances de qualité pour tous, participe de cette démarche.

Par notre action, nous souhaitons ouvrir de nouveaux horizons et faire, des vacances pour tous, une réalité.

